

Energies : la légitime analyse de Martine Aubry

Qui a dit que les débats de la primaire socialiste étaient fades ? La catastrophe tellurique nippone en mars et ses conséquences sur la centrale nucléaire de Fukushima ont fait diverger les stratégies des candidats du PS. Il y a ceux (surtout « celles » en fait) qui ont compris qu'une prise de conscience planétaire se déroulait devant nos yeux et les autres, qui déroulaient la litanie historique sur l'exception et l'excellence nationale, tels des « nucléopathes » embastillés dans une pensée unique et incapables d'engager le sevrage souhaité par une immense majorité de citoyens.

La différenciation éclate alors : il faut « sortir du nucléaire à terme » et c'est notamment au travers de Martine Aubry que cette volonté s'est affermie et s'est densifiée. C'est une vraie rupture politique.

Ce faisant, la candidate embrasse le triptyque unanimement salué de l'Institut négaWatt¹ : « sobriété, efficacité énergétique & énergies renouvelables ». Elle ouvre aussi une autoroute pour s'entendre avec les Verts pour qui le « tout-nucléaire » est un point de crispation séculaire. Ainsi :

- Depuis Fukushima, un certain nombre de pays (Allemagne, Italie, Autriche, Suisse, Japon...) ont pris la décision de sortir ou de remettre en cause cette énergie ;
- Le traitement des deux plus graves accidents nucléaires par les autorités (Tchernobyl et Fukushima), confirme un problème de fond de cette énergie : celui de sa gouvernance de fait non transparente et anti-démocratique. Le récent non-lieu pour le professeur Pellerin suite à la catastrophe de Tchernobyl l'illustre parfaitement².
- Les déboires du nouveau réacteur EPR en Finlande ou à Flamanville confirment que les coûts de cette énergie ne sont pas contrôlés³ ;
- L'uranium est aujourd'hui importé à 100%, notamment de pays instables (Niger, Kazakhstan...) augmentant le risque et la dépendance énergétique tout en restant fondamentalement une ressource non durable ;
- Le conglomérat industriel Siemens⁴, après avoir « atomisé » son partenariat sur l'EPR avec Areva en 2009 puis caressé l'idée d'une association avec le russe Rosatom, vient d'annoncer l'abandon définitif du nucléaire pour se concentrer... sur les énergies renouvelables.

Pendant ce temps-là, le président Sarkozy et ses séides, brisent avec méthode les énergies renouvelables (éolien et solaire photovoltaïque⁵) tout affirmant le contraire et en vantant les louanges « incontestables » du tout-nucléaire français. Aphorisme.

La France ne doit pas être « condamnée au nucléaire » et ce que dit Martine Aubry s'inscrit donc bien dans l'histoire.

2.553 caractères, espaces compris

¹ <http://www.institut-negawatt.com> - Cette association a élaboré un scénario prospectif à 2050 largement reconnu par les acteurs de l'énergie au niveau national et international. Elle présentera le 29 septembre prochain à Paris une révision de ses analyses (Espace Reuilly, 21 rue Hénard, Paris 12).

² Cour d'Appel de Paris, 7 septembre 2011. Pierre Pellerin (en 1986, directeur du Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants) était mis en cause comme l'artisan principal de la désinformation sur les impacts sanitaires du passage du nuage de Tchernobyl en France. Il restait à l'époque 23 centrales nucléaires à construire ou à mettre en service en France...

³ ... sans même évoquer les coûts de démantèlement ou de stockage des déchets ultimes qui sont soit minorés, soit « sous-traités » aux contribuables.

⁴ Un groupe « pesant » tout de même 75 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2010 (Areva = 9,1 milliards d'euros).

⁵ Voir dernières tribunes sur notre site www.planete-eolienne.fr